

UNIFIONS NOS LUTTES !

ASSEZ DE L'EPARPILLEMENT !

Depuis plusieurs années, nous, salarié.e.s du public et du privé menons des grèves pour nous opposer aux fermetures d'entreprises, à la casse des Services Publics, aux licenciements, aux suppressions de postes... Cette situation entraîne la dégradation de nos conditions de travail et maintient un nombre toujours plus grand de travailleur.se.s au chômage et dans la précarité. Aucune de ces luttes n'a fait reculer le patronat ni le gouvernement. Ce qui nous a manqué à Radio France, à l'Hôpital, à l'Education Nationale, à la SNCF, à PSA ou dans les mouvements de chômeur.se.s et de précaires, c'est la jonction entre les différents mouvements.

Alors que l'attaque est globale, nos ripostes restent toujours dispersées. La division organisée sciemment par les bureaucraties syndicales nous affaiblit. Le 11 juin, les Hôpitaux d'une part, et l'Education Nationale de l'autre étaient en grève sans que les syndicats aient cherché à les unir. La journée de grève du 25 juin n'échappe pas à la règle avec l'organisation de trois rassemblements séparés.

Pour unifier nos luttes contre les classes dirigeantes capitalistes, leurs gouvernements, leur Etat, nous, travailleur.se.s, ne pouvons compter que sur nous-mêmes. C'est la raison pour laquelle la Coordination de Radio France et le Comité Interpro du Nord Est Parisien s'adressent à tous les salarié.e.s, précaires, chômeur.se.s, étudiant.e.s, avec ou sans papiers, retraité.e.s, syndiqué.e.s ou non, militant.e.s syndical.e.s ou pas et groupements se réclamant de la défense de leurs intérêts pour organiser une Assemblée Générale Commune et amorcer un début de convergence.

A l'occasion de cette première Assemblée Générale Commune, débattons de la situation à laquelle nous sommes confrontés :

- les fermetures de sites, de chantiers, de services dans le Public comme le Privé.
- les suppressions de postes et les licenciements
- la casse des Services Publics
- la précarité et le chômage
- l'inégalité de droit entre les travailleurs.se.s en matière de papier, de logement, de santé
- les lois et réformes régressives (retraites, sécu, ANI, Macron, loi renseignement...)

Rassemblons-nous autour de revendications communes qui pourraient être entre autres :

- l'arrêt de toutes les suppressions de postes et des licenciements
- l'arrêt de la casse des Services Publics
- l'embauche de tous les précaires avec un emploi stable
- la diminution du temps de travail avec maintien intégral du salaire indexé sur l'inflation permettant l'embauche des chômeurs
- la remise en cause du diktat de la croissance
- ...

Regroupons-nous et organisons-nous en comités de mobilisation, de lutte, de grève, dans les quartiers, les villes, les entreprises, les usines et coordonnons-nous pour agir ensemble.

Défendre et imposer le bien-être social de tous, c'est s'opposer aux critères de rentabilité répondant au seul besoin des classes dirigeantes, propriétaires des moyens de production et des capitaux. Dans la situation de crise mondiale, les attaques contre nos conditions d'existence sont toujours plus violentes.

C'est pour cela que nous, au Comité Interpro du Nord-Est Parisien, posons la question de la nécessité d'engager la révolution sociale.

ASSEMBLEE GENERALE COMMUNE

3 juillet à 18H00, Bourse du travail (salle André Tollet)

3 rue du château d'eau, métro république

**A l'appel de la Coordination de Radio France
et du Comité Interpro du Nord-Est Parisien**

*Pour nous contacter : interlutt@coord2rf.org
interpro.nord.est.paris@gmail.com*